ARRETE
DE LICENCIEMENT SANS PREAVIS NI INDEMNITE

POUR MOTIF DISCIPLINAIRE

DE M ......................................…...........

EMPLOI.....................................................CONTRACTUEL

Le Maire *(ou le Président)* de .........................................................,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article L 272-2 du code général de la fonction publique et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le contrat en date du ..................., nommant M ................................... en qualité de contractuel, à compter du ......................., pour une durée de ...................., pour assurer les fonctions de .....................................,

Considérant qu'il est reproché à M ......... (énoncer avec précision les faits reprochés à l'agent ainsi que les dates auxquelles ils ont été commis) …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Considérant qu’il est reproché à M ………………………… d'avoir manqué à l'obligation de …………………………….., **OU** d’avoir commis telle faute …………………………………….,

Considérant que M ............................................ a été informé*(e)* de son droit à communication de son dossier et de la possibilité d'être accompagné*(e)* par le ou les défenseurs de son choix,

Considérant que M ............................................ a pris connaissance de son dossier *(éventuellement)*,

Considérant les ................ jours de congés annuels restant à courir,

Vu la lettre recommandée avec avis de réception en date du ......................., informant M .............…………................, qu’il est mis fin à ses fonctions à compter du .........................,

ARRETE

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions de M ................................., *(emploi)* ………………………………………. contractuel, à compter du .................................... *(au plus tôt à la date de notification)*.

Article 2 : A la même date, M .................................. est rayé*(e)* des effectifs de ............................... *(collectivité ou établissement)* et cesse d’être rémunéré*(e)*.

**Article 3** : Le Directeur Général des Services *(ou le Secrétaire Général ou le Directeur)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l'Etat,

- Notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :
- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

|  |
| --- |
| Le Maire *(ou le Président)*, |
| ⬩ Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. |
| ⬩ Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon- dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification et réception par le Représentant de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). |
| Transmis au Représentant de l'Etat le …………………… |
| Notifié le ................................... |
| Signature de l'intéressé*(e)* : |